

Jean-François Revel, ce grand libéral exemplaire

ALAIN LAURENT* • Février 2024



Résumé

- On a trop tendance à l'oublier : Jean-François Revel n'a pas été qu'un talentueux pamphlétaire anticommuniste puis un redoutable pourfendeur du totalitarisme dans tous ses états. Peu à peu et surtout à compter de la fin de la décennie 1980-90, il est devenu l'une des principales figures libérales de la scène intellectuelle et politique française. Revel n'a pas été libéral au sens plein du terme depuis toujours. Il ne l'est vraiment devenu que progressivement, à la lumière des faits et à l'approche des années 1990, en réaction différée à l'arrivée au pouvoir en France des socialistes alliés aux communistes en 1981 et au naufrage provoqué par l'application de leur « programme commun » collectiviste.
- Si J.-F. Revel n'a pas apporté un notable renouveau à la théorisation libérale, il s'est cependant distingué en combattant avec alacrité les impostures concernant la nature profonde du libéralisme. Et sans doute encore davantage en étendant avec lucidité et un inlassable courage son libéralisme agissant au combat contre les nouveaux visages du totalitarisme.
- C'est sur la base de cette symbiose réaffirmée entre liberté politique et liberté économique que Revel s'est tout de même un peu engagé sur le terrain doctrinal afin de régler son compte au « libéralisme » entendu au sens américain, qui n'a rien à voir avec la grande tradition du libéralisme européen (continental) et n'est qu'une sorte de progressisme gauchisant.
- Indispensable et inoubliable incarnation (et unique en son genre) d'un libéralisme à la fois « régalien » et anti-étatiste, aussi bien attentif aux dangers d'un ennemi idéologique intérieur que de nature géopolitique, l'infatigable combattant de la liberté Jean-François Revel nous manque d'autant plus cruellement que personne ne l'a depuis remplacé à ce magistère si singulier.

* L'auteur est philosophe, essayiste et directeur des collections « Bibliothèque classique de la liberté » et « Penseurs de la liberté » aux Belles Lettres. Il est auteur de « Responsabilité – Réactiver la responsabilité individuelle ».

O n a trop tendance à l'oublier : Jean-François Revel n'a pas été qu'un talentueux pamphlétaire anticommuniste puis un redoutable pourfendeur du totalitarisme dans tous ses états. Peu à peu et surtout à compter de la fin de la décennie 1980-90, il est devenu l'une des principales figures libérales de la scène intellectuelle et politique française – et, après le décès de son ami Raymond Aron en 1983, la principale incarnation du libéralisme auprès du grand public francophone, bénéficiant de plus d'une reconnaissance et d'une autorité internationales. C'est ce qu'on voudrait ici rappeler à l'occasion du centenaire de sa naissance le 17 janvier 1924, en soulignant à quel point son engagement tous terrains pour une liberté individuelle cohérente et rationnelle a été aussi courageusement solitaire que souvent prémonitoire. Et combien, près de vingt ans après sa disparition (2006), l'originalité de sa philosophie agissante de l'individualisme libéral (soubassement intellectuel de ses combats anti-totalitaires) a laissé place à une regrettable béance.

Le devenir (radicalement) libéral de Revel

Revel n'a pas été libéral au sens plein du terme depuis toujours. Il ne l'est vraiment devenu que progressivement, à la lumière des faits et à l'approche des années 1990, en réaction différée à l'arrivée au pouvoir en France des socialistes alliés aux communistes en 1981 et au naufrage provoqué par l'application de leur « programme commun » collectiviste. Auparavant, s'il est politiquement « libéral », il adhère sans états d'âme à la doxa socialiste (version sociale-démocrate pimentée de progressisme culturel) de l'époque comme en témoignent ses écrits d'alors. Dans son très remarqué *Ni Marx ni Jésus* (1970), il déplore ainsi que « la critique du libéralisme spéculé sur la confusion verbale entre le libéralisme économique et la démocratie politique », soutient que « la gauche américaine porte probablement aujourd'hui le seul espoir dans le monde de voir se réaliser une révolution ». Peu après, la quatrième de couverture de son grand et mérité succès *La Tentation totalitaire* (1976) résume significativement ses convictions du moment comme suit : « Le monde évolue vers le socialisme [...] La société socialiste future ne peut être que planétaire et elle ne se réalisera donc qu'au prix, sinon de la disparition des États-nations, tout au moins de leur subordination à un ordre politique mondial ». Il y avait encore beaucoup de route à parcourir sur le chemin revelien de Damas !

Même juste après 1981, avec la publication de *La Grâce de l'État* (1981) puis du recueil de chroniques *Le Rejet de l'État* (1984), la conversion au libéralisme est des plus timides, peu explicite, avant tout de facture « négative » par une critique féroce du socialisme. Elle s'amorce explicitement dans *La Connaissance inutile* (1988), avec la formulation d'une première caractérisation du libéralisme ayant valeur de ralliement à ce qui pour Revel était avant tout un certain type de sensibilité et une manière d'être au monde : « Le libéralisme est d'abord un comportement spontané, ce qui ne signifie pas qu'il soit en toutes circonstances une garantie de succès. Mais, loin d'être une vision de l'esprit, il est, au point de départ, la réaction naturelle de l'homme en société devant les problèmes matériels qui se posent à lui. C'est sa conduite économique de base. » (pp. 144/45). Une caractérisation au demeurant quelque peu déroutante par son exclusion de toute tentative de théorisation doctrinale et de

référence à la tradition intellectuelle léguée par les grands penseurs libéraux. Mais Revel tenait tant à cette approche qu'on en retrouve l'inspiration quatre ans plus tard dans *Le Regain démocratique* (1992), lestée maintenant d'une franche orientation pragmatique : « À la différence des utopies, le libéralisme n'est pas un système de reconstruction volontariste de la société, un décalque à l'envers du socialisme. C'est un mélange lentement et spontanément amassé de démocratie politique, de liberté économique et de réflexion sans *apriori* dogmatique. » (p. 206). Un peu plus loin, il revient à la charge : « Peut-être le libéralisme n'est-il somme toute que l'ensemble confus des résistances de l'humanité aux idées fixes persistantes qui tendent à la purifier de l'asservissement. » (p. 451). Fait notable, surviennent désormais de louangeuses appréciations de l'idée libérale : « Le libéralisme émerge comme le meilleur système politique et social connu à ce jour » (p. 43), « Le capitalisme libéral démocratique n'est pas le meilleur système : il est le seul » (p. 462). Et elles s'accompagnent de vigoureuses dénonciations de « l'État maximal », de l'« étatisme sauvage » et de l'« hypertrophie étatique » à l'anti-étatisme (au sens réaliste du terme) assumé.

Que ce soit dans ses chroniques hebdomadaires dans *Le Point* (telle celle du 10 mai 1997, où il note ironiquement que « s'il y a une pensée unique dans la France actuelle, ou au moins de ses élites, c'est bien l'antilibéralisme ») ou ses nouveaux opus, Revel ne cessera dès lors de multiplier les cursives et acérées professions de foi libérales. Ce qui culminera dans son avant-dernier ouvrage de choc, *La Grande Parade* (2000), où, une dernière fois il soulignera la nature pragmatique du libéralisme qui « n'a jamais été une idéologie. J'entends qu'il n'est pas une théorie se fondant sur des concepts antérieurs à toute expérience, ni un dogme invariable et indépendant du cours des choses ou des résultats de l'action. Ce n'est qu'un ensemble d'observations, portant sur des faits qui se sont *déjà* produits. » (p. 63). Une ultime caractérisation voisinant avec une salve de tirs à boulets rouges contre l'« antilibéralisme », la « culture antilibérale » et « la peur du libéralisme » qui gangrènent une France percluse dans ses vaticinations contre un « ultra-libéralisme » fantasmagorique.

Contre les falsifications du libéralisme et le nouveau totalitarisme : même combat

Si J.-F. Revel n'a pas apporté un notable renouveau à la théorisation libérale (ce qui fut peut-être avant tout une sage prudence : tout n'a-t-il pas été déjà dit en ce domaine ?), il s'est cependant distingué en combattant avec alacrité les impostures concernant la nature profonde du libéralisme. Et sans doute encore davantage en étendant avec lucidité et un inlassable courage son libéralisme agissant au combat contre les nouveaux visages du totalitarisme.

Première imposture, si répandue en France (et d'abord chez de prétendus experts universitaires) : le seul vrai libéralisme est « politique », le libéralisme économique n'est qu'un pseudo-libéralisme devenu fou, forcément « ultra » ou « néo ». Contre ce déni de réalité et cette vision hémiplegique d'inspiration collectiviste, Revel a commencé très tôt à rétablir les choses : « La gauche dit souvent : oui au libéralisme

politique, non au libéralisme économique. C'est absurde. La liberté politique et la liberté individuelle reculent inéluctablement lorsque les décideurs économiques perdent leur indépendance au bénéfice des décideurs politiques » - et de conclure sur « le caractère inséparable du libéralisme politique et du libéralisme économique » (*Le Point*, Janvier 1985). Même diagnostic dans *Le Regain démocratique* : « Les échecs du communisme et du développement dirigé ont redonné une position dominante à la conviction qu'on ne peut séparer les deux versants du libéralisme : le libéralisme politique et le libéralisme économique » [...] Il existe une connexion non pas seulement épisodique et accidentelle mais intime, organique et consubstantielle entre la démocratie et le marché, la liberté politique et la liberté économique » (p. 272). Et jusqu'à la fin, il n'en démordra pas : « Il n'y a pas de liberté politique sans liberté économique » (*Commentaire*, Hiver 1998/99), « La liberté économique est la mère de la liberté politique » (*L'Obsession anti-américaine*, 2002, p. 269).

Ce franc soutien au libéralisme en économie s'accompagna logiquement de charges impitoyables contre ce qui en nie le principe même : le social-étatisme et son triptyque sacro-saint, intervention, subvention et redistribution. Tout en daubant sur « les impasses reconnues de l'État-providence » (*La Connaissance inutile*, p. 121), Revel a pris pour cible ce qui en est le totem et le bras fiscal armé : « Le rêve français, ce n'est pas l'invention mais la subvention. Nous considérons l'État non comme une source légitime d'autorité, mais comme la plaque tournante de la redistribution » (*Le Point*, 10 mai 1997). Et de dénoncer aussi bien « l'antique doctrine de la solution des problèmes économiques et sociaux par la redistribution » (*Le Regain démocratique*, p. 272) que « l'obsession du partage autoritaire » (id, p.273) et « ces sociétés, dont la France est un éminent échantillon, où la moitié de la population vit, en totalité ou en partie, d'argent public et où l'autre moitié acquitte seule les impôts les plus lourds. » (*La Grande Parade*, p. 261). C'est brutal, mais les faits sont là !

C'est sur la base de cette symbiose réaffirmée entre liberté politique et liberté économique que Revel s'est tout de même un peu engagé sur le terrain doctrinal afin de régler son compte au « libéralisme » entendu au sens américain, qui n'a rien à voir avec la grande tradition du libéralisme européen (continental) et n'est qu'une sorte de progressisme gauchisant (à ce titre récupéré par nombre d'universitaires français dévots de Rawls !). Dans *La Connaissance inutile*, il met ainsi les choses au point : « Ainsi, les termes libéral et libéralisme signifient, sur un bord de l'Atlantique, le contraire exact de ce qu'ils signifient sur l'autre. En Europe et en Amérique latine, un libéral est celui qui révère la démocratie politique, j'entends celle qui impose des limites à la toute-puissance de l'État sur le peuple, non celle qui la favorise. C'est, en économie, un partisan de la libre entreprise et du marché, bref du capitalisme. C'est, enfin, un défenseur des droits de l'individu. Il croit à la supériorité culturelle des « sociétés ouvertes » et tolérantes. Aux États-Unis, un « libéral » est tout le contraire : il soutient l'intervention massive de l'État dans l'économie et la redistribution autoritaire des richesses, il sympathise avec les régimes socialistes plus qu'avec le capitalisme, en particulier dans le tiers-monde. Un « libéral » américain penche pour la thèse marxiste sur le caractère illusoire des libertés politiques lorsque l'égalité économique ne les accompagnent pas. Un « libéral » américain hait sa propre civilisation, déteste la

culture occidentale. » (p. 90). Cette décapante démystification n'a rien d'isolé dans l'œuvre de Revel. On en retrouve in fine une version brève dans *La grande parade* : « Libéraux désigne, on le sait, une sorte d'extrême gauche du parti démocrate. C'est évidemment le contraire du libéralisme au sens classique... » (p. 34) – puis dans *L'Obsession anti-américaine* : « Libéraux : gauche du parti démocrate dans le lexique d'outre-Atlantique » (p. 30). Dont le pendant européen n'est autre que le « libéralisme de gauche », en proie aux fariboles social-étatistes du « revenu universel » et d'une hypertolérance relativiste faisant que son « libéralisme culturel » ne se distingue plus guère du gauchisme culturel.

Enfin, et ce n'est pas la moindre et singulière contribution de Revel à l'éternel combat pour préserver la liberté individuelle de tous ses ennemis, il a su très tôt et le premier de tous déceler et identifier les signes précurseurs de la montée d'un nouveau totalitarisme « progressiste ». « Le danger totalitaire existera toujours pour nous » annonce-t-il ainsi dès *Le Regain démocratique* (1992), et de poursuivre : « Il prendra dans l'avenir d'autres visages, certes, derrière lesquels nous ne le reconnâtrons pas, tiendra un autre langage sous le texte duquel nous n'identifierons pas sa vieille ritournelle [...] L'esprit totalitaire peut donc resurgir un jour prochain dans une nouvelle incarnation initialement inoffensive et vertueuse, un travestissement inédit [...] Car on ignore encore ce que sera la « doctrine véhicule » du danger futur, dont les prémices couvent probablement déjà parmi nous. Mais on peut en revanche conjecturer avec vraisemblance qu'à l'instar du socialisme, il se présentera sous le masque d'une doctrine généreuse, humanitaire, inspirée par un souci d'équité en faveur des faibles, de pureté contre la corruption et la pollution, de liberté contre la subordination et l'exclusion » (pp. 262, 448 et 449). Peu de temps après ces lignes prophétiques, Revel fera preuve d'encore plus de prescience en révélant l'identité de ce prétendant : « On se demande souvent quelle idéologie va remplacer le socialisme. Mais elle est déjà là, sous nos yeux : c'est l'antiracisme » (cf. *La Fin du siècle des ombres*, p. 395). Et de bien préciser qu'il s'agissait d'un antiracisme dévoyé, idéologiquement corrompu par la bien-pensance gauchisante et le « politiquement correct », complaisant avec l'islamisme – qui devait de nos jours prendre le visage néo-totalitaire et intellectuellement pathologique du « wokisme » et de « théorie critique de la race ». Dont Revel (également auteur des *Nouvelles censures*) a su repérer les prémisses et anticiper les catastrophiques conséquences pour la liberté d'expression, accrues par l'autocensure de ceux qui ont cédé à « la peur de passer pour racistes ».

Indispensable et inoubliable incarnation (et unique en son genre) d'un libéralisme à la fois « régalien » et anti-étatiste, aussi bien attentif aux dangers d'un ennemi idéologique intérieur que de nature géopolitique, l'infatigable combattant de la liberté Jean-François Revel nous manque d'autant plus cruellement que personne ne l'a depuis remplacé à ce magistère si singulier.



Impressum

Institut Libéral
Boulevard de Grancy 19
1006 Lausanne, Suisse
Tel.: +41 (0)21 510 32 00
liberal@libinst.ch

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur
www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle. Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2024, Institut Libéral.